

Office européen des Brevets : chantiers d'envergure pour le nouveau président

01.07.2018 12:12 heures Christian Kirsch



L'Office européen des Brevets à Munich

Le nouveau président de l'Office européen des Brevets a du pain sur la planche : des conflits avec les employés et des critiques à l'égard de la pratique de contrôle ont déterminé le cours de ces dernières années.

Benoît Battistelli avait pris ses fonctions de président de l'Office européen des Brevets (OEB) le 1^{er} juillet 2010. Huit années plus tard, António Campinos, qui était jusqu'à présent à la tête de l'Office de l'Union européenne pour la Propriété intellectuelle (EUIPO), reprend le flambeau. Il doit diriger une autorité dont les employés et la direction s'opposent à un corps à corps depuis des années. De plus, ces derniers temps, le projet fétiche de Battistelli visant à une « efficacité accrue » de l'Office a fait de plus en plus l'objet de critiques.

Le fait que tout ne tourne pas rond au niveau de l'OEB s'était déjà avéré fin 2012. À l'époque, la [direction voulait verser une partie de l'excédent de 89 millions d'euros aux employés](#). Leur syndicat, l'USOEB était contre ce projet : cela les encouragerait à tort d'accorder des demandes de brevets plutôt que de les refuser. En effet, l'Office retire un profit durable uniquement sur les demandes acceptées.



António Campinos, directeur de l'Office européen pour la Propriété intellectuelle (EUIPO), reprend le poste du président auprès de l'Office européen des Brevets à compter du 1^{er} juillet. (Photo : gouvernement portugais)

Deux fois plus de brevets avec le même personnel

Le reproche selon lequel Battistelli miserait sur la quantité plutôt que sur la qualité a été constamment formulé durant les années qu'a duré sa présidence. En 2010, l'OEB accordait encore 58 000 brevets et, en 2017, il en a remis 105 000, soit quasiment le double. Dans un même temps, entre 142 000 et 165 000 demandes étaient enregistrées chaque année. En revanche, peu de changements ont été apportés concernant les contrôleurs des brevets : entre fin 2011 et fin 2017, leur nombre n'a augmenté que de six pour cent. Battistelli pouvait ainsi se féliciter d'avoir quasiment doublé la « productivité ».

L'Office conteste qu'il se pourrait que les demandes ne soient plus examinées de manière aussi approfondie que précédemment. Pour 2016 et 2017, Battistelli a fait établir des propres « Quality Reports » qui prouveraient que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ils n'ont cependant pas convaincu tout le monde. Ainsi, l'avocat des brevets, [Thorsten Bausch](#), estime que le nombre élevé de demandeurs « très satisfaits » s'explique facilement par le [traitement rapide](#) – un demandeur est bien évidemment content d'obtenir son brevet dans de brefs délais.

Quant à savoir si le droit de protection a cependant été accordé à raison, cela ne ressortira qu'ultérieurement, par exemple dans le cadre d'une procédure de violation des brevets. Bausch fait remarquer qu'environ trois quarts des brevets OEB attaqués en Allemagne ont été déclarés nuls par la cour fédérale des brevets. Cela n'en dit toutefois pas davantage concernant la qualité générale car très peu de brevets ont, il est vrai, fait l'objet d'un procès.

Souci concernant la solidité des brevets

Peu de temps avant la fin du mandat de Battistelli, quatre [cabinets d'avocats des brevets munichois ont publié une lettre ouverte dans laquelle ils critiquaient la délivrance accélérée de brevets](#). Selon leurs propres indications, ces firmes administrent des dizaines de milliers de

brevets. À leurs yeux, il est manifeste que la qualité du contrôle des brevets en souffre lorsque l'objectif prioritaire consiste à les traiter le plus rapidement possible. Déjà en mars 2018, quasiment un quart des contrôleurs de l'OEB s'étaient adressés à Battistelli et au Conseil d'administration de l'autorité. Ils se plaignaient de devoir de plus en plus souvent choisir entre les exigences de la Convention sur le Brevet européen et celles de leurs supérieurs. Ce qui les intéressait était de finaliser des « produits ».

[Annonce](#)

Néanmoins, ce n'était pas la seule inquiétude des employés durant le mandat de huit années de Battistelli. Ils se souciaient surtout des rapports qu'il entretenait avec le syndicat et qui se détérioraient de plus en plus. La crise a [connu un point culminant à la suite de la rétrogradation et du licenciement de représentants des travailleurs début 2016](#). Le président de l'OEB a même été au-delà des revendications de la commission disciplinaire compétente. [Les plaintes formulées à cet égard par les personnes touchées ont abouti fin juin 2018](#) : le tribunal compétent de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a déclaré les décisions de la commission disciplinaire et le durcissement de Battistelli d'illégitimes et a accordé les demandes de dommages et intérêts des représentants syndicaux.

Suspension sans preuve probantes

Battistelli a connu le même échec retentissant à la suite de la suspension d'un juge auprès de la Chambre de Recours (Board of Appeal) de l'OEB. La procédure, comme l'ont critiquée de nombreux spécialistes des brevets, aurait enfreint les propres règles de l'Office des Brevets et Battistelli n'aurait pas été compétent le moins du monde. Celui-ci a invoqué une situation d'urgence, sans toutefois apporter la moindre preuve à cet effet. Au lieu de cela, des bruits couraient dans le département presse de l'OEB que le juge aurait entreposé dans son bureau des armes et du matériel de propagande fasciste. La seule preuve des reproches formulés par Battistelli que le juge l'aurait calomnié, lui et l'Office, résiderait dans une mystérieuse clé USB. Le tribunal de district de Munich a récemment déclaré que son contenu n'était aucunement probant après que l'OIT avait déjà levé les mesures disciplinaires de Battistelli à l'encontre du juge.

António Campinos recueille ainsi un lourd héritage : il doit non seulement améliorer les relations avec les employés mais également rétablir la confiance avec les clients de l'OEB qui s'est perdue. Dans les deux cas, mettre un terme à la mentalité de rempart de chars de Battistelli pourrait l'y aider. À son époque, l'Autorité s'est parfois montrée opposée à la publicité à l'instar d'une famille de la Cosa Nostra.

Au niveau de l'OEB, les recettes affluent

Néanmoins, les 38 États membres de l'OEB n'ont pas davantage un grand intérêt à plus de publicité. Le Conseil d'administration qu'ils mandatent s'est largement tenu à l'écart de la présidence de Battistelli et ses procès-verbaux seraient des exemples de manque de consistance. De l'avis du Conseil d'administration, tout pourrait probablement rester comme c'est actuellement. Enfin, les recettes en augmentation de l'OEB procurent aux offices nationaux des brevets, surtout à l'office allemand, une solide injection de fonds. Durant le mandat de Battistelli, le bénéfice annuel de l'OEB a quasiment quintuplé pour passer à 394 millions d'euros.

Même si les relations entre la direction de l'Office et les employés s'améliorent, il subsiste un dilemme fondamental : l'OEB est une institution intergouvernementale. Malgré son nom, il n'a rien à faire avec l'UE. Dès lors, aucun droit du travail, qu'il soit européen ou national, ne s'applique aux employés. Pour tous les conflits, qui ne peuvent pas être résolus au sein de l'Office, l'Organisation internationale du Travail est compétente. Et là, les décisions peuvent prendre jusqu'à dix années. (*Christian Kirsch*) / ([ck](#))